

blèmes qui touchent au commerce et au développement des pays membres et que, plus récemment encore, les ministres des Finances du Commonwealth, réunis à Londres en conférence annuelle, avaient pu procéder à leur tour à un examen approfondi de la conjoncture économique mondiale, en s'attachant plus particulièrement aux problèmes de la monnaie, du développement et de l'assistance.

39. Les Chefs de gouvernement se disent préoccupés par l'écart grandissant entre pays riches et pays pauvres. Ils notent cependant avec satisfaction que l'on reconnaît de plus en plus l'interdépendance grandissante des nations du Monde, ainsi que la nécessité d'intensifier la coopération pour assurer le progrès économique et la prospérité, dont dépendent tellement la stabilité et la paix. Diffèrent une action suffisante et concertée en ce sens ne saurait qu'aggraver les problèmes politiques et économiques.

40. Ils prennent note du fait que les pays en voie de développement du Commonwealth s'efforcent de s'aider eux-mêmes. Ils jettent ainsi les fondements d'une croissance économique par leur propres moyens, en ce consacrant davantage à l'agriculture, à l'éducation, au contrôle de la population et aux réformes administratives et institutionnelles. Moyennant une aide internationale appropriée, il est à espérer qu'ils pourront atteindre un taux de croissance économique plus élevé au cours de la prochaine décennie.

41. Les Chefs de gouvernement notent l'accélération de la coopération régionale entre les pays émergents du Commonwealth. C'est de leur part, estiment-ils, un effort individuel valable.

42. Les Chefs de gouvernement reconnaissent que les résultats d'UNCTAD II ont été très décevants pour les pays émergents. Même s'il y a accord sur la nécessité d'élaborer une politique internationale de développement et une stratégie globale pour l'appliquer, les progrès sont minimes sur ce point. Néanmoins, l'UNCTAD II a esquissé des moyens d'action prometteurs.

43. Ils insistent sur la nécessité de donner suite, dans la pratique, aux accords unanimes auxquels on est arrivé en principe à UNCTAD II. Ils formulent l'espoir qu'il sera bientôt possible de conclure avec succès les négociations au sujet d'un plan de préférences généralisées qui avantagerait tous les pays émergents et qui indemniserait les pays moins industrialisés dont le commerce d'exportation pourrait souffrir de la mise en œuvre de ce plan. Ils reconnaissent que des consultations étroites et continues entre les pays du Commonwealth s'imposeraient pendant l'étude de ce plan de préférences généralisées. Ils soulignent l'importance de poursuivre les consulta-

tions au sein de l'Office de commerce et de développement et au sein d'autres organismes de l'UNCTAD, et ils demandent au secrétaire général de maintenir des contacts étroits avec ces organismes et d'autres institutions internationales, afin de suivre la marche des événements.

44. Les Chefs de gouvernement reconnaissent que la première décennie de développement n'a pas répondu à l'attente en fait de résultats pratiques. Cependant, ils formulent l'espoir que l'expérience acquise aidera à déterminer les régions appelées au développement, et la stratégie qu'il faut rechercher d'urgence pour l'obtention de résultats concrets plus appréciables pendant la deuxième décennie.

45. Ils admettent que les conditions commerciales ont défavorisé certains pays du Commonwealth qui dépendent beaucoup de l'exportation de produits primaires. Pour les pays du Commonwealth, il est d'importance cruciale de trouver pour les produits primaires des marchés ordonnés et plus satisfaisants. Compte tenu de l'état défavorable des grands marchés d'exportation pour nombre de produits primaires, les chefs d'État insistent sur le fait que les pays du Commonwealth devront tenter d'autres efforts dans les assemblées internationales pour obtenir de meilleures conditions pour le commerce international des denrées, y compris un accès plus facile aux marchés des pays industrialisés et des pays émergents, ainsi que des prix équitables et stables. Ils se disent heureux de l'ampleur de l'Accord du Commonwealth sur le sucre, qui a toujours revêtu un intérêt particulier pour les pays producteurs membres du Commonwealth. Ils accueillent favorablement la conclusion récente de l'Accord international sur le sucre, et expriment l'espoir que les gouvernements qui ne l'ont pas déjà fait le signeront bientôt. En outre, ils formulent l'espoir que les autres denrées d'une importance économique particulière pour les pays du Commonwealth seront aussi visées par des accords internationaux appropriés, que les pays du Commonwealth appuieraient et chercheraient à conclure.

46. A ce sujet, ils prennent note des récents développements survenus dans les négociations visant à la conclusion d'un accord international sur le cacao. Ils exhortent toutes les parties aux négociations à redoubler d'effort pour en arriver à une entente rapide, le secrétaire général devant tenir les membres au courant de tous les progrès réalisés sur ce point.

47. Les Chefs de gouvernement accueillent avec plaisir la libéralisation du commerce de certains produits fabriqués, à la suite des négociations du Kennedy Round, en espérant